



MARIAGE D'ENFANTS, PRÉCOCE ET FORCÉ: Une analyse d'économie politique du Burkina Faso

Juin 2020

Stock Photo, Burkina Faso

En 2020-2021, Iris Group a mené une série d'analyses d'économie politique (PEA) sur la question des mariages d'enfants, précoces et forcés (CEFM) dans huit pays. Cette note est un résumé du rapport complet du PEA sur le CEFM au Burkina Faso.

INTRODUCTION

Pays enclavé, avec des ressources naturelles limitées, et avec des déplacements internes provoqués par des conflits, le Burkina Faso est confronté à des défis de développement considérables. En 2019, son revenu national brut par habitant était parmi les plus bas des 29 économies à faible revenu dans le monde.¹ Près de 80% de la population active est employée dans un secteur agricole instable et 40,1% vit en dessous du seuil de pauvreté national.¹

Le Burkina Faso est notable parmi les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre à la fois pour son taux élevé de mariages d'enfants et son progrès très ralenti quant à la réduction de cette pratique. En 2010, 51,6 % des femmes âgées de 20 à 24 ans étaient mariées avant l'âge de 18 ans.² En 2015, le mariage des moins de 18 et 15 ans a légèrement diminué.³ Cependant, le taux général de mariage d'enfants est resté stagnant au fil des décennies.⁴

L'analyse d'économie politique du CEFM au Burkina Faso a consisté d'une revue littéraire et des entretiens avec des informateurs clés, contribuant aux conclusions dans les quatre piliers d'analyse suivants :

- **Facteurs Fondamentaux** : Structures intégrées difficiles ou impossibles à changer, telles que la géographie, la classe, l'ethnicité, l'inégalité entre les genres
- **Règles du Jeu** : Lois, engagements internationaux, politiques et normes sociales
- **Ici et Maintenant** : Événements et circonstances actuelles
- **Dynamique** : Interaction entre les piliers

Ce résumé a été préparé par Iris Group avec le financement de la Fondation Bill & Melinda Gates.

Citation préférée : Iris Group. 2020. Analyse d'économie politique des mariages d'enfants, précoces et forcés au Burkina Faso. Chapel Hill, USA.

RÉSULTATS

Facteurs Fondamentaux

- Le taux de mariage d'enfants est le plus élevé au Sahel (76%).³ Les filles et les garçons des zones rurales sont plus exposés au mariage des enfants que ceux des zones urbaines.
- Le taux de mariage d'enfants est le plus élevé parmi les familles les plus pauvres. Il ne tombe en dessous de 50% que dans le quintile le plus riche.
- Les taux de mariage d'enfants sont les plus élevés parmi les communautés pratiquant des religions traditionnelles ou animistes et parmi les communautés musulmanes, peut-être en raison de la perception que le mariage des enfants préserve l'honneur de la famille (Entretien, 11/4a) et la croyance que les filles devraient se marier à la ménarche (Entretien, 11/4b).
- Le Burkina Faso se classe 129^{ème} sur 153 pays en matière d'égalité des genres⁵ et la discrimination affecte quotidiennement les femmes et les filles, favorisant le mariage des enfants. Plusieurs régions du pays ont des niveaux élevés de discrimination fondée sur le genre ainsi que des taux élevés de mariage d'enfants.⁶

Règles du Jeu

- Le Code des personnes et de la famille (1990) fixe l'âge légal du mariage à 20 ans pour les garçons/hommes et à 17 ans pour les filles/femmes. Mais il est facilement contourné en raison de la faiblesse de l'application, des lacunes et de l'exemption des mariages mineurs « consensuels », traditionnels ou religieux.
- En 2015, le gouvernement a promulgué la Stratégie nationale pour la prévention et l'élimination du mariage des enfants, à l'usage de toutes les parties prenantes travaillant sur le mariage des enfants.
- Les normes sociales et de genre ont un impact plus fort sur la pratique de la CEFM que les lois, en particulier dans les zones rurales. Le mariage des enfants est considéré comme une forme de protection sociale pour les jeunes filles et un moyen de promouvoir les alliances familiales. Les pratiques néfastes comme l'excision, la polygamie et l'enlèvement de filles avec ou sans le consentement des parents jouent également un rôle dans le CEFM.

Ici et Maintenant

- Avec une stratégie nationale, des plans d'action opérationnels et des engagements de plusieurs ministères, le gouvernement du Burkina Faso a la ferme volonté de lutter contre le mariage des enfants.
- La Coalition nationale contre le mariage des enfants au Burkina (CONAMEB) coordonne l'action de la société civile contre le mariage des enfants et est dirigée par des organisations burkinabè.
- Les ONG internationales (OING) s'appuient souvent sur les organisations communautaires pour des implémentations au niveau local.
- Les programmes ont tendance à regrouper des approches sur l'éducation, l'économie, la santé, les normes sociales et l'engagement communautaire, mais peu sont évaluées.
- COVID-19 a perturbé les communications, les programmes et la surveillance du mariage d'enfants. La violence armée et les déplacements provoqués par les conflits affectent la portée des programmes sur le mariage des enfants.

Dynamique

- **Progrès :**
 - Les défenseurs ont obtenu le soutien de la Première Dame et des dirigeants locaux, et le gouvernement s'engage activement avec la CONAMEB.
 - La recherche au niveau régional illustre de plus en plus quelles normes et quelles conditions sont à l'origine des disparités dans les taux de CEFM.
 - Les programmes de mariage des enfants, dirigés par de multiples parties prenantes et utilisant diverses approches, atteignent les communautés à travers le pays.
- **Obstacles :**
 - Les réformes juridiques ne progressent pas et les objectifs de réduction du mariage d'enfants sont limités.
 - Davantage de données sous-régionales ou d'évaluations de programmes sont nécessaires pour soutenir les interventions efficaces.
 - Les programmes de mariage d'enfants sont à petite échelle, sous-financés et difficiles à développer ; les personnes qui ont le plus besoin de ces efforts se trouvent dans des zones rurales moins accessibles.

RECOMMANDATIONS

1. Justification de l'Investissement

- **Le Burkina Faso a plusieurs composantes cruciales pour le succès qui ne sont pas présentement significatifs en raison de financement limité.** L'engagement du gouvernement en faveur de l'égalité des genres, la mobilisation de la société civile sur le mariage d'enfants et les responsables expérimentés de programmes qui s'attaquent à la question sont des facteurs puissants avec la capacité de lutter contre le mariage d'enfants, malgré de nombreux obstacles.
- **L'activisme de la société civile du Burkina Faso sur le mariage d'enfants pourrait servir de modèle ailleurs.** Les exemples de coalitions efficaces à long-terme comme CONAMEB sont rares, donc les investissements dans le travail de CONAMEB pourraient être très utiles aux groupes de la société civile (OSC) qui apprennent encore à se faire entendre sur cette question.
- **Susciter des progrès au Burkina Faso fournirait des leçons sur la façon d'aborder les taux élevés de mariage d'enfants.** Contrairement aux pays qui ont vu leurs taux baisser, le Burkina Faso n'a pas connu le type de progrès économique qui aurait pu déclencher des baisses du mariage d'enfants. Cela pourrait fournir un test important pour savoir si des progrès peuvent être accomplis dans un pays qui a la volonté politique et l'expérience, mais qui manque de changements macro-économiques.

2. Facteurs d'Influence Clés du CEFM

- **La stratégie nationale et ses plans opérationnels servent de repères importants à la fois pour le gouvernement et la société civile.** Les investissements dans la lutte contre le mariage d'enfants devraient suivre cette stratégie et faire avancer les efforts pour un suivi des progrès.
- **Diverses organisations autant internationales que de la société civile intègrent le mariage d'enfants dans**

leurs programmes et ont une portée dans les communautés à travers le pays entier. Les OING fournissent au niveau mondial des ressources éducatives et du financement. De leur côté, les OSC poursuivent des stratégies à volets multiples et se joignent à des acteurs clés, même dans les zones difficiles d'accès.

- **Les investissements courants au Burkina Faso et les relations positives entre les donateurs et le gouvernement peuvent être mis à profit pour accroître la priorisation des adolescentes.** Les donateurs peuvent aider à placer la lutte contre le mariage d'enfants comme une priorité dans le plan de développement et d'égalité des genres dirigé par le gouvernement et accroître le niveau des financements publics pour ce volet.

3. Transformation des Lacunes en Opportunités

- **Les programmes sur le mariage des enfants au Burkina Faso ont besoin de beaucoup plus de données de meilleure qualité sur le mariage des enfants générées à partir de recherches quantitatives et qualitatives, et d'évaluations de programmes.** Les ONGI et les OSC ont besoin de meilleures données pour renforcer leurs stratégies.
- **L'investissement dans les capacités des organisations de la société civile et dans les programmes ciblant le changement des normes peut établir une structure de base pour des gains futurs.** Les organisations dirigées par les jeunes et les femmes ont besoin de ressources supplémentaires pour la mise en œuvre de leurs plans d'actions, le suivi des progrès et des performances de leurs programmes et faire face aux défis actuels liés à la COVID-19.
- **Un engagement accru des chefs religieux au niveau national pourrait stimuler le changement social.** Compte tenu du taux élevé de mariages d'enfants parmi les communautés musulmanes, d'éminents dirigeants musulmans pourraient être des influenceurs efficaces.

1. World Bank. *Burkina Faso At-A-Glance*; 2020. <https://www.worldbank.org/en/country/burkinafaso/overview>

2. Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), ICF International, Ministère de l'Économie et des Finances. *Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDSBF-MICS IV) 2010*. Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), Ministère de l'Économie et des Finances, ICF International; 2012. Accessed November 12, 2020. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR256/FR256.pdf>

3. UNFPA, UNICEF. *Mutilations Génitales Féminines & Mariage d'Enfants: Rapport thématique basé sur l'EDS 2010 et l'EMC-MDS 2015*. UNFPA, UNICEF; 2019.

4. Global Child Protection Area of Responsibility. *Risks and Needs for Child Protection in Burkina Faso: Secondary Data Review*. Global Child Protection Area of Responsibility; 2019.

5. Mednick S. In Burkina Faso, access to gender data is complicated by conflict. Devex. Published June 3, 2020. Accessed November 12, 2020. <https://www.devex.com/news/sponsored/in-burkina-faso-access-to-gender-data-is-complicated-by-conflict-97360>

6. Sahel and West Africa Club, OECD. *Maps & Facts No. 63*. Sahel and West Africa Club, OECD; 2018.